

Ces agriculteurs qui font l'impasse sur le glyphosate

Les pratiques agricoles à mettre en place coûtent souvent plus cher. Le consommateur est-il prêt à payer ?

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

Cultiver sans recourir au glyphosate, c'est possible. De nombreux agriculteurs ont décidé de faire l'impasse sur cet herbicide. Peu acceptent pourtant de témoigner à visage découvert. Le sujet est très clivant au sein de la communauté agricole. Par peur de se mettre mal avec un voisin, de passer pour un donneur de leçon... ils préfèrent rester discrets.

Cet agriculteur du sud de la Belgique nous le dit sans ambages : « Oui, on peut se passer de glyphosate, mais c'est plus cher. » Il pointe les surcoûts. « En conventionnel, pour pouvoir semer dans une terre propre on passe du glyphosate quinze jours avant et le tour est joué. Tout est nettoyé. En bio, notre glyphosate, c'est la charrue. On va retourner la terre et enterrer les mauvaises herbes. Cela demande plus de temps. En pulvérisant, on avance à une vitesse de 10 hectares à l'heure. Avec la charrue, on fait un hectare à l'heure. Et on consommera beaucoup plus de carburant. Cela influence les coûts de production et comme les marges sont très faibles dans l'agriculture... »

Il prend un autre exemple avec les chardons. « Si on en a dans son champ, il faut s'en débarrasser car c'est une plante vivace et invasive. Dans le conventionnel, c'est vite réglé. On pulvérise. Dans le bio, il faut planter pendant deux ans de la luzerne dans la parcelle concernée. C'est très efficace mais la luzerne se vend à un prix très bas. On ne gagne pratiquement pas d'argent sur cette parcelle pendant deux ans. »

Eddy Montignies, chef de culture travaillant pour différents agriculteurs bios en Wallonie, souligne la différence de philosophie entre l'agriculture bio et conventionnelle en matière de mauvaises herbes. « Dans le bio, on ne cherche pas à éradiquer complètement les adventices (mauvaises herbes,



Vendredi matin, la France a décidé, comme la Belgique et l'Allemagne, de s'abstenir lors du vote sur la proposition de la Commission européenne de reconduire pour dix ans l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne. © AFP.

NDLR) mais à les maintenir sous contrôle et à donner une longueur d'avance à la plante que l'on cultive. » Si la plante domine, les mauvaises herbes n'auront pas suffisamment de lumière pour croître et pour monter en graines. Pour y arriver, Eddy Montignies « divise pour mieux régner », comme il dit. « On alterne les types de culture (cultures d'hiver, de printemps...) car ce ne sont pas les mêmes mauvaises herbes qui germent. On maintient un couvert végétal sur le sol le plus longtemps possible. »

Produit bon marché, le glyphosate constitue la solution de facilité.

Le paradoxe

S'en passer est synonyme de coûts plus élevés. « Encore faut-il que le consommateur soit prêt à payer pour une agriculture sans glyphosate », souligne notre agriculteur du sud du pays. « C'est le grand paradoxe. Le citoyen ne

veut plus de glyphosate. Il milite. Il monte aux barricades. Mais quand il est à la caisse du magasin et qu'il endosse son costume de consommateur, il fait attention à son budget et choisit l'agriculture conventionnelle. »

Philippe Baret, docteur en agronomie et professeur à l'UCLouvain, abonde dans le même sens. « Il n'y a pas vraiment de produit de substitution au glyphosate car les firmes agrochimiques ont tout fait pour qu'il n'y en ait pas plus et cela ne peut passer que par le bio. C'est la seule logique qui permet de se passer de glyphosate car c'est labellisé et on peut vendre plus cher. »

FarmforGood, une coopérative de 50 fermes couvrant plus de 4.500 ha enga-

gées dans l'agriculture bio et régénérative, travaille activement à la mise au point de ces pratiques agricoles qui permettront de se passer du glyphosate et autres intrants chimiques. « On trouve des solutions quand on en cherche », insiste Clotilde de Montpellier, sa fondatrice. « Chaque année, nos rendements progressent grâce à l'expérience acquise, aux échanges d'informations, aux collaborations avec des centres de recherche... Sur la culture de la moutarde, par exemple, on a réussi à multiplier par quatre nos rendements en trois ans. Mais il faut soutenir les premières années les agriculteurs qui se fixent la contrainte de ne pas utiliser de produits chimiques et qui innovent en vue de construire un système agricole durable. »

Faute d'un soutien et d'une vision politique ambitieuse – dixit FarmforGood –, la coopérative s'est tournée vers de grands acteurs de la filière agroalimentaire qui veulent s'engager dans une démarche de durabilité. « Grâce à cette approche par filière, on peut partager les risques avec des industriels et réorganiser la répartition de la valeur entre acteurs en faveur de l'agriculteur afin de lui permettre de mettre en place des pratiques plus durables. »

Il n'y a pas vraiment de produit de substitution au glyphosate car les firmes agrochimiques ont tout fait pour qu'il n'y en ait pas

Philippe Baret

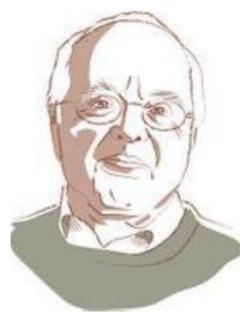
Docteur en agronomie et professeur à l'UCLouvain



Pas d'accord européen pour la prolongation du glyphosate

La proposition de la Commission européenne de reconduire pour dix ans l'autorisation du glyphosate dans l'UE n'a pas obtenu la majorité qualifiée. Pour que le texte proposé par la Commission en septembre soit adopté, il devait obtenir la majorité qualifiée – soit 15 Etats sur 27, représentant au moins 65 % de la population européenne. Un comité d'appel sera donc convoqué, qui devrait voter sur cette proposition dans la première quinzaine de novembre. S'il n'y a toujours pas de majorité suffisante pour soutenir la proposition d'ici l'expiration de l'autorisation actuelle au 15 décembre, la Commission pourra décider seule de prolonger le feu vert au glyphosate, car seule une majorité qualifiée d'Etats opposés au texte peut le bloquer.

BELGA



ALAIN BERENBOOM
ÉCRIVAIN

Les meilleurs manquent de toute conviction

Dans la série de crises barbares que nous traversons, Ukraine-Russie, Israël-Palestine, on constate une inadéquation consternante du discours politique avec la réalité tragique des événements.

Que Poutine raconte des craques, que les Iraniens mentent comme des arracheurs de dents (pardon à ma dentiste!), le monde entier le sait. Mais que les représentants de nos démocraties racontent n'importe quoi face aux ténébres, voilà qui est affligeant.

Yeats écrivait déjà au début du vingtième siècle : « Les meilleurs manquent de toute conviction. Les pires, eux, sont animés d'une intense passion ». (Le grand poète était aussi nationaliste irlandais.)

Façon aimable de regretter la passivi-

té de nos politiques qui ont fermé les yeux quand Poutine a tranquillement annexé la Crimée, découpé la Géorgie, fait occuper le Donbass, et même laissé abattre un avion de ligne avec 298 personnes à bord. Tout au long de ces années, les Européens faisaient semblant de croire qu'il suffisait d'acheter pétrole et gaz russes et faire des risettes pour que l'ours se tienne coi.

Chez nous aussi, on s'est beaucoup tortillé avant de soutenir l'Ukraine autrement qu'avec de bonnes paroles. Au début de la guerre, aux Ukrainiens qui demandaient des armes, notre charmante ministre de la Défense, Ludivine Dedonder, promettait l'envoi de casques... Quand ils réclamaient des avions, la même refusait de se séparer de nos précieux F16 sous prétexte qu'ils

étaient trop vieux. Un an plus tard, elle consent à en envoyer deux, peut-être quatre, dans deux ans. Le temps d'une cure de jouvence ?

Un florilège de bonnes paroles

Le conflit israélo-palestinien a aussi entraîné un florilège de bonnes paroles sans aucune initiative concrète, notamment pour dénoncer la montée de la violence du Hamas et sa soif insatiable d'armes. Sans comprendre que cette culture de la haine engendrerait un déchaînement de sauvagerie.

Plus consternant encore d'entendre certaines de nos éminences fermer les yeux même après le déroulement des terrifiants actes terroristes commis par ce mouvement. Le PTB trouve la source de cette violence il y a 75 ans,

autrement dit, il approuve la revendication du Hamas de supprimer purement et simplement l'Etat d'Israël. Tout aussi consternant, les messages de la gauche socialiste, d'abord silencieuse devant les massacres. Puis, s'exprimant à travers une déclaration de la présidente de la Chambre, Eliane Tillieux, qui a tenté un choquant « équilibre » de condamnations, un coup contre le Hamas, un coup contre Israël. Comme l'a fait la présidente d'Ecolo. Cherche la gauche belge désespérément...

Pendant ce temps, le Comité Nobel, sauvant l'honneur des Européens, a attribué le prix Nobel de la Paix à Narges Mohammadi, qui s'est dressée contre les ayatollahs rassis d'Iran, les commanditaires des abominations du Hamas.